

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 9 • Jeudi 13 Septembre 2012 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2, LA VOIX DES MARCHEURS SANS-PAPIERS : Nous avons traversé les frontières, c'est notre révolution pacifique • page 3, LA VOIX DES MARCHEUSES : Sans-papiers, un mot français employé dans toute l'Europe • page 4, VOIX DE SOUTIEN, ALINE STRAGIOTTI : « Le petit soldat de Diallo » • page 5, VOIX DE SOUTIEN, FRANÇOISE CARRASSE : « Des papiers, pas des policiers ! » • page 5, ALAIN, INTERNATIONAL LEGAL TEAM CARAVANE, ALLEMAGNE : La lutte n'est plus nationale, mais internationale • page 6-8, ENTRETIEN AVEC SISSOKO, CSP75 : Phase actuelle de la lutte, Saint-Bernard, syndicats • page 8, 260 RUE DES PYRÉNÉES, PARIS 20^e : La guerre aux pauvres continue

LA LONGUE MARCHÉ DES SANS-PAPIERS

En moyenne 150 marcheurs migrants, dont 120 sans-papiers de France, partis le 2 juin de Bruxelles, siège de la Commission européenne, ont parcouru à pied les routes de l'Europe, touchant, dans l'ordre, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, et enfin de nouveau la France, pour faire connaître aux peuples des pays traversés, à leurs instances politiques, puis déposer au Parlement européen, un mois plus tard, à leur arrivée à Strasbourg le 2 juillet, la charte de leurs revendications communes, inscrite en slogan sur les 150 gilets fluos qu'ils n'ont jamais quittés tout au long : *Liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants*.

Ce fut une longue et rude traversée, qui a souvent mis à l'épreuve la résistance physique et morale des marcheuses et marcheurs. C'est donc d'abord sur leur vécu collectif et personnel que nous avons tenté de fixer notre regard ; ensuite sur le bilan politique au sens large qu'on peut en retenir, et sur les perspectives possibles d'un mouvement réel européen de sans-papiers et migrants, lieu d'intelligence et d'action communes des collectifs des pays qui ont appelé à la marche et forment depuis la *Coalition internationale des sans-papiers et migrantes* (CISPM), sur les perspectives de sa diffusion dans d'autres pays.

C'est sur cet aspect d'un mouvement réel que les forces et les réponses paraissent le plus floues, fragmentaires, plus ou moins convenues, au regard de la situation réelle d'un pouvoir politique de l'Europe-forteresse soucieux de tout, sauf des conditions des masses démunies : les moins susceptibles (par leur statut périphérique social, économique, légal) de fournir une légitimation « démocratique » au super-État européen produit du consensus de classe moyenne – à l'ordre du panoptique policier anti-irréguliers en progression constante de xénophobie ethnique et sociale.

En France, ceux qui avaient jugé excessif notre édito « *L'État de non-droit* » (n° 7, 6 février 2012) doivent se déjuger : la guerre aux pauvres et aux Roms déclenchée par quelques maires socialistes d'arrondissements parisiens anticipait sur les choix du gouvernement socialiste national faisant plus et mieux que la droite. La mémoire historique est courte, hélas ! On oublie que le socialisme est né au 19^e siècle, comme mouvement social, contre « l'État des propriétaires » : il en est aujourd'hui le plus vaillant défenseur. On oublie que le socialisme n'a jamais abdiqué son nationalisme au bénéfice exclusif de la droite ; que l'aile marchante des fascismes triomphants est venue souvent du socialisme national ; que la France n'est pas restée indemne, dans les années trente et sous le vichysme.

« *Nous voulons qu'ils [les eurodéputés] profitent de leur statut pour porter notre message et agir sur la législation en vigueur.* » Formuler ainsi (comme cela a été fait pendant la marche) le cap de son action, on ne voit pas de différence avec la pratique du *lobbyisme* qui détermine désormais l'ensemble disparate (rares les exceptions) « syndicats » / « associations » : groupes de pression concurrents d'autres groupes. *Lobbyisme*, qui n'est que tentative auprès du pouvoir de tirer la couverture à soi, alors que celle-ci reste la même, voire se rétrécit. Abandon de l'idée d'autonomie réelle (création du fameux « rapport de force » dans la densité des rapports sociaux), et réel rejet de la lutte de classe et de masse. Sape des fondements mêmes de cette démocratie qu'on ne se prive pas d'invoquer à cor et à cri par ailleurs.

À défaut d'idées claires, la volonté paraît assez forte chez certains. Les migrants en situation irrégulière sont, pris globalement, « internationaux » par définition : par leur situation sociale et légale, qui se répand et se généralise de par le monde. Il y a là un élément d'espoir : de les voir, en tant que mouvement international, ne pas étouffer dans l'œuf comme tant d'autres.

Ce début peut paraître chétif, susciter bien des perplexités, là n'est pas la question. Sauront-ils trouver l'inventivité collective de luttes sociales nouvelles, bien nécessaire ? Ce départ les poussera-t-il assez loin ?

Nous avons traversé les frontières, c'est notre révolution pacifique

Participent à l'interview : Wally, Youssouf, Papa, Anzoumane Sissoko, maliens, béninois, sénégalais de la CSP75, et Moclès Chateigne, haïtien, de *Droits devant*.

Wally. Cette marche, elle m'a fait rêver. Je ne m'attendais pas à une chose pareille, partout en Europe nous avons été bien accueillis, souvent fêtés par cette population européenne que j'ai découverte. J'ai beaucoup appris sur les pays de l'Europe, les différentes façons dont on traite les migrants : partout les conditions sont mauvaises pour nous. En Suisse, si tu es noir tu ne peux pas sortir sans te faire contrôler, arrêter, cela me dépasse, on traite des êtres humains comme des délinquants du seul fait de la couleur de la peau. Et pourtant même en Suisse l'accueil a été très chaleureux. À Berne, nous avons passé tout un après-midi et une soirée jusqu'à 23h : d'abord manifestation syndicale jusqu'à 15h, puis avec les sans-papiers suisses sur la place devant l'Assemblée nationale. Je crois que notre présence (quelques milliers de personnes) a fait passer notre message. Pas mal de passants nous ont dit que c'était très bien notre rassemblement, notre nombre était à lui seul un choc visuel, d'abord ça étonnait, mais ensuite cette idée de la marche européenne faisait réfléchir les gens sur l'oppression quotidienne que subissent les sans-papiers en Suisse. Moi j'ai rêvé d'une Europe différente, où les droits des étrangers sont respectés car ce sont des êtres humains. Pour moi, après la Suisse, le pire c'est l'Allemagne, où les migrants sont enfermés comme dans des camps.

Youssouf. C'est vrai que la Suisse est pire que l'Allemagne. Moi ce qui m'a étonné le plus ce sont les syndicats italiens. Partout les syndicats nous ont bien accueillis, mais en Italie ils ne nous ont pas seulement hébergés ; le collectif de Turin qui nous a appelés a été vite débordé par les difficultés financières, ce sont les syndicats qui ont pris la relève, et par exemple ils ont pris en charge le coût des transports de 130 personnes de Turin à Strasbourg. Je pense que c'est parce qu'ils s'occupent des droits de tous les sans-papiers et non seulement des sans-papiers travailleurs : quelle différence avec les syndicats en France !... J'ajoute que notre présence a stimulé les sans-papiers de Turin ; s'ils nous ont suivis jusqu'à Strasbourg c'est que notre exemple leur a montré qu'on peut passer les frontières.

Papa. Je veux dire d'abord qu'à Bâle l'extrême droite a demandé la démission du

chef de la police : si on est sans-papiers, c'est qu'on ne respecte pas la loi, on est délinquant ; il devait donc nous empêcher d'entrer en Suisse.

Chateigne. Il faut rappeler aussi la réponse du préfet : peut-on interpellé des gens qui manifestent pacifiquement, qui n'ont commis aucun délit, qui ne portent aucun préjudice à la Suisse ?

Sissoko. Je veux intervenir à ce sujet du passage des frontières. C'est ce qui nous a fait, pendant cette marche, mettre en avant pour la première fois dans le mouvement des sans-papiers l'idée d'une révolution pacifique. Quand nous avons appelé à la marche, notre idée a d'abord été partagée par beaucoup, surtout en France. Mais, dès que ça a été clair que nous voulions faire passer les frontières à de vrais sans-papiers, les défections sont arrivées. En France, tous les collectifs et associations se sont retirés, nous accusant d'utopie, d'être des irresponsables, seuls les csp *Droits devant* et de Vitry sont restés. Dans les autres pays, les collectifs se sont beaucoup engagés mais seulement pour leurs étapes « nationales » et l'arrivée à Strasbourg. La traversée des frontières les a bloqués. Sauf les « Belges » qui, nous voyant, nous les « Français », arriver chez eux à plus de 130, pris d'enthousiasme, ils nous ont suivis. Cette idée d'une marche pacifique à travers les frontières a été renforcée chez nous par l'opposition générale qu'elle a rencontrée, tout le monde pensait que ce serait impossible sans des actions de force. Nous avons montré que nous avions raison d'insister sur ceci : primo, ne poserait pas de problème la présence annoncée de notre groupe pour franchir les frontières (nous avions prévenu par écrit les ministères de l'intérieur et les autorités locales des différents pays) dans le cadre d'une manifestation symbolique et pacifique contre l'existence en Europe de droits très différents dans les différents pays ; car, secundo, si des problèmes survenaient, tant mieux, tous les médias seraient obligés de parler de nous et des buts de la marche.

Chateigne. Notre préoccupation, à *Droits devant*, était : allons-nous passer les frontières ? serons-nous reçus par le parlement européen et la Cour des droits de l'homme ? Tout le monde maintenant dit que la marche a été une réussite. Mais il faut aller au-delà de la question logistique. Est-ce que nous avons réussi à faire passer nos revendications au niveau européen ? Voilà la vraie question, et elle est politique et de fond. Personne n'avait jusque-là, sinon clandestinement, passé les frontières européennes et avec la Suisse sans être muni d'un document légal. Nous avons fait cela, et cela a fait bouger le *statu quo*. Je rejoins là-dessus le camarade Sissoko, c'est une révolution pacifique que

nous avons réussie : par rapport au traité européen sur l'immigration. C'est parce que nous avons traversé les frontières, que notre message a été reçu, que nous avons été reçus par les parlementaires de gauche et la Cour des droits de l'homme à Strasbourg. Les premiers nous ont assuré qu'ils feront leurs revendications ; la deuxième qu'elle veillera à ce que les pays membres et notamment la France exécutent les directives européennes et les arrêts de la Cour. Je rappelle que celle-ci a condamné la France en avril 2011, établissant une jurisprudence claire par rapport aux accords européens : personne ne peut être arrêté par manque de papiers. La Cour de cassation française a suivi, par son arrêt du 5 juillet dernier.

Sissoko. La marche a produit deux faits à mon avis historiques. Le droit pour les sans-papiers de manifester n'est plus un vain mot écrit quelque part, c'est un acte écrit sur les routes de l'Europe ; des sans-papiers sont sortis, au vu et au su de tout le monde, du territoire de l'État où ils se trouvent sans y perdre leur temps de présence en vue de leur régularisation. C'est un acquis d'où repartir en revendiquant, pour commencer, la libre circulation en Europe des représentants de notre *Coalition internationale*, de manière à être présents dans les situations qui concernent des migrants et auprès des instances où des questions d'immigration se posent.

Papa. Moi, une forte et nouvelle sensation de liberté ne m'a jamais quitté : depuis douze ans que je vis en France, jamais je n'avais pu en sortir. Ce fait d'avoir passé sept frontières, je me sentais comme un oiseau libéré de sa cage. Et puis il y avait cet élan que nous donnait partout la solidarité des populations, à l'encontre des discours des politiques. Il faut ajouter que notre passage a même amené une nouvelle impulsion à des luttes en cours : en Italie, dans la vallée de Susa où les gens luttent depuis des années, ils nous ont dit que notre ardeur leur montrait la voie pour ne pas perdre espoir. Paradoxalement, c'est en Allemagne et en Suisse où la politique d'immigration est la plus restrictive qu'il y a eu la plus forte mobilisation, et non seulement par le nombre des personnes, mais avant tout des jeunes, beaucoup de jeunes. Je pense que cette marche a été un peu comme un bébé qui dans les années à venir va grandir, devenir adolescent et adulte, dans la mesure où elle a engendré une prise de conscience même chez les sans-papiers de pays où il n'y avait pas une tradition de lutte comme en France.

Chateigne. Moi je dirais que le bébé c'était la marche Paris-Nice, où l'idée de la marche européenne a pris naissance. Maintenant le bébé a grandi et a atteint sa maturité avec la création de la *Coalition internationale*. Maintenant il faut aller de l'avant, être capables de penser comme pense un adulte.

Sans-papiers : un mot français employé dans toute l'Europe

Participent à l'interview : Carolle, Atouma, Hawa, Aminata, Bintou, et Rokia, maliennes, togolaises, guinéennes de la CSP75. Un homme, Moussa Dramé, aussi est présent et place son mot.

Carolle. Ce qui m'a frappée d'abord c'est que ce mot français de « sans-papiers » est connu et employé dans toute l'Europe : comme sa monnaie, l'euro. Quand on est sans papiers, on est toujours isolé dans son petit coin. Même quand, à 150, nous sommes partis de Paris, même en si nombreuse compagnie, il y avait en moi un coin de réserve. Alors quand nous sommes arrivés à la frontière suisse, à Bâle, et que j'ai vu de l'autre côté tous ces gens avec enfants venus pour nous attendre, tout exprès pour nous souhaiter la bienvenue, j'ai fondu en larme. Mes camarades, qui avaient l'habitude de me voir danser et chanter, ils se demandaient : mais où est passée Carolle ? Puis ils m'ont vue sous les arbres en train de pleurer, ils sont venus pensant que j'avais mal. Mais je pleurais car j'étais envahie par le sentiment de la solidarité. Cela m'a touché si profondément, d'abord par une sorte de pitié envers moi-même, et puis parce que ça m'a donné du courage, je me suis dit : c'est vrai, tous ensemble on peut y arriver. En Italie, nous avons passé deux jours dans la vallée de Susa à Bussoleno. Les gens du coin sont expropriés de leurs terres pour faire passer le TGV [TAV, en italien], ils ont formé le mouvement NO TAV. Ils nous ont dit que ça a été important pour eux qu'on passe les voir : ils sont privés de leur liberté ainsi que nous le sommes en tant que sans-papiers. Ils ont chanté pour moi des chansons italiennes que je connaissais. Ça été très beau ; et plein d'élan pour continuer la lutte. À Turin, une dame s'est surpassée, elle nous a laissé son appartement, à moi et à trois autres femmes, elle est partie dormir ailleurs. Ce n'est pas beau, ça ? je me suis sentie comme chez moi en Afrique. À Florange, les ouvriers qui occupaient leur usine et qui ont fait la marche jusqu'à Paris, ils sont venus nous accueillir à la mairie, ils nous ont dit qu'ils se reconnaissaient dans nos revendications puisque, comme le travail c'est leur droit et leur identité, de même, notre droit et notre identité à nous les sans-papiers, ce sont les papiers...

Moussa. Carolle elle était la porte-parole des femmes, les marcheuses.

Carolle. En effet je n'étais pas trop à la cuisine, j'apportais mon appoint quand il y avait besoin. Je participais davantage à la marche et aux différentes activités.

Atouma. Avec deux hommes (Oussy et Alhassana) et d'autres femmes, je m'occupais de la cuisine. Préparer à manger tous les jours pour une moyenne de 150 personnes c'est une lourde tâche. D'autant plus que tous nous étions malades les premiers jours. Personne n'était habitué à ces marches de dizaines de kilomètres par jour, personne n'était équipé.

Carolle. Beaucoup avaient comme moi les « cuisses cuites » - des rougeurs et des brûlures entre les jambes.

Atouma. Même qu'il a beaucoup plu. Surtout en Belgique. C'était pas marrant. Pour le manger, tout le monde était exigeant. Des pâtes ne leur suffisaient pas, ils leur fallait du *thiép*, un plat sénégalais-malien à base de riz. À la cuisine, passé la souffrance des premiers jours, le soleil revenu, nous étions toujours gaies, on chantait tout en préparant à manger.

Carolle. Pendant les temps morts de la cuisson, on dansait. J'ai appris à danser la *djaka* à la manière malienne : en sautillant, se déhanchant, et battant les mains. Mais il ne faut pas penser que les femmes étaient toujours à la cuisine.

Moussa. Pour les courses, je m'en occupais avec Françoise. Rien n'a jamais manqué. Ni condiments, ni autres articles : médicaments et même recharges téléphoniques. Je restais avec les femmes au lieu de départ de chaque étape, et une fois la nourriture prête je les amenais en camionnette rejoindre la marche à mi-parcours.

Atouma. Quand on arrivait c'était la fête, grands applaudissements. Ce n'était pas toujours facile de retenir les plus affamés. Mais dans l'ensemble les choses se passaient assez bien.

Moussa. La deuxième partie de la journée nous marchions avec les autres. Avant l'arrivée à destination, on allait au devant pour préparer le repas du soir. Moi et d'autres allions, avec les soutiens du lieu, préparer l'accueil des marcheurs, chercher des aides pour soigner les pieds, et où dormir. Souvent les soutiens avaient déjà tout préparé.

Hawa. Ce que j'ai surtout ressenti, c'est une très grande fatigue physique. Marcher c'était tellement fatiguant qu'au début on était tenté de rentrer à Paris. Mais quand on se bat pour une bonne cause, on n'a pas trop le temps de sentir la fatigue. Le moral était bon, et ça éloignait le découragement. L'étape pour Verdun surtout, ça a été tellement long que j'ai eu beaucoup d'émotion, j'ai pleuré avec Aminata en voyant aussi les vieux qui étaient fatigués ce jour-là et avaient du mal à avancer, ils avaient enlevé leurs chaussures car ils avaient mal aux pieds. On avait mal entre les cuisses, on marchait comme les canards.

Aminata. Oui, j'ai pleuré à cause de la fatigue. J'ai fait ce sacrifice pour les

papiers. La vie des sans-papiers est dure, encore plus dure que la marche. C'est pour ça que j'ai marché. Je suis en France depuis huit ans, alors j'espère, comme marcheuse, avoir mes papiers, d'après les accords entre la CSP75 et la préfecture. En Allemagne, à Mannheim, j'ai été frappée de voir les sans-papiers enfermés dans les centres, sans pouvoir aller dans d'autres villes.

Hawa. À Verdun aussi on a eu beaucoup d'émotion, au cimetière où reposent nos ancêtres qui sont venus se battre pour la liberté de la France pendant la guerre de 14-18. Nous sommes allés aussi à l'osuaire de Douaumont : des milliers et des milliers d'ossements de soldats inconnus. Là aussi nous avons pleuré, nous les femmes. Les hommes non. Les hommes ont le cœur plus dur, même s'ils pleurent ils gardent ça à l'intérieur, on ne le voit pas. Le président Hollande a gagné les élections avec sa campagne sur le changement. Nous aussi nous attendons le changement, à la suite de cette marche européenne qui nous a demandé tant de sacrifices pour faire connaître nos revendications à toute l'Europe. Nous demandons au président Hollande le changement des critères de régularisation : la réduction du temps de présence en France à trois ans de plein droit.

Rokia. Nous sommes allés voir aussi le musée. On a eu beaucoup de pitié à voir les photos de nos ancêtres, « les tirailleurs sénégalais ». C'était trop dur à voir. À côté du carré musulman il y a un monument : « Aux soldats musulmans morts pour la France ». Nous avons pris des photos, ça fait des souvenirs pour montrer à la famille restée en Afrique et à nos enfants. En Afrique on nous prend pour des menteurs, ils nous disent que ce n'est pas possible de traverser les frontières et d'aller dans tous les pays en étant que sans-papiers. Il faut des preuves et des photos pour montrer que nous disons la vérité.

Bintou. Moi aussi j'ai pleuré en voyant pleurer les autres. J'étais crevée, trop fatiguée, trop marché. J'avais les pieds gonflés, la nuit je ne pouvais pas dormir, jamais je n'oublierai cette marche. Dès que je marche un peu, la marche tout de suite me revient. Ce jour-là, j'ai pensé aux gens qui sont arrivés en France après moi et qui sont régularisés, et moi toujours pas. Je suis là depuis sept ans. J'ai perdu en Guinée un enfant, ma mère aussi, et mon papa. Je n'ai pas pu partir au pays. J'ai eu pitié de moi-même et j'ai pleuré. Ce que j'espère c'est de pouvoir enfin être régularisée moi aussi, à la suite de la marche.

Carolle. Est-ce que ça un sens cette vie ? Faut-il toujours souffrir comme ça ? J'ai perdu mon travail, j'étais garde enfants. J'ai demandé des vacances pour aller à la marche des sans-papiers, on m'a licenciée. Maintenant c'est la galère. Je n'arrive pas à trouver un emploi.

« Le petit soldat de Diallo »

Aline est militante du parti de gauche à Paris dans le 18^e. Elle s'est engagée dans la lutte des sans-papiers depuis 2004, a soutenu l'occupation de Baudelique par la CSP75 depuis le début, elle s'était notamment impliquée dans les cours de français.

L'idée de la marche européenne m'a tout de suite séduite par son mot d'ordre : *liberté de circulation et d'installation pour tous*. Puis par le nom de l'organisation qui l'a appelée : *Coalition internationale des sans-papiers et migrants*. Je suis moi-même enfant de migrants, mon père était italien, ma mère canadienne. De plus, j'ai vécu et travaillé cinq ans au Sénégal et en Mauritanie. L'hospitalité que j'ai toujours trouvée là-bas est pour moi inoubliable, je voudrais que la même chose se passe chez nous pour tout étranger qui vient en France. Enfin, a joué aussi le souhait de mieux connaître les camarades de la CSP75 et de participer avec eux à quelque chose qui n'est pas de tous les jours.

Excepté la Suisse, j'ai pris part à la marche depuis le début jusqu'à la fin. Les femmes ont déjà dit les difficultés des premiers jours. Mais il n'y a pas eu seulement la pluie, le froid, la fatigue. Il y a eu aussi l'inquiétude des camarades sans-papiers pour avoir à passer des frontières en situation irrégulière. C'était très tangible les premiers temps : personne ne savait l'accueil qui nous serait fait par la police, et les « soutiens » français les avaient assez effrayés, en leur disant qu'ils se retrouveraient vite au centre de rétention pour être expulsés vers leurs pays d'origine. Plusieurs, il a fallu les tranquilliser pendant quelques jours ; leur représenter la force tranquille que nous exprimions à 150 personnes ; les assurer que tout avait été fait auprès des autorités pour que tout se passe sans encombre.

J'ai participé à la marche en mon nom propre. J'ai donc préféré ne pas être présente aux rencontres officielles, etc. J'ai choisi d'être dans le rang. Le soir, il fallait se diviser en quelques groupes pour aller se coucher à des endroits différents, je me suis retrouvée dans celui « de Diallo », appelé aussi « églises » (car en Belgique nous couchions dans des églises) ou « Chateigne » (du nom du responsable de *Droits devant*), en fait le groupe de loin le plus nombreux, celui des « sans-grades », la masse des sans-papiers. Là, c'était la « discipline militaire », appels réguliers, fallait être prêts à l'heure... Enfin je me suis confondue parmi les « soldats », « petit soldat de Diallo » moi-même. Cela m'a rappelé la division par rôles sociaux, de sexe, d'âge, des sociétés traditionnelles africaines que j'ai connues, où tout le monde accepte son rôle. Je suis persuadée que sans cette organisation rigide nous aurions raté notre marche.

Ce qui m'a le plus marquée ce sont les étapes italiennes. Elles sont à mes yeux représentatives de la solidarité que nous avons rencontrée partout. J'attendais mes camarades venant de Suisse à Turin, où ils sont arrivés le 25 juin au soir. Nous avons été reçus dans une résidence universitaire occupée depuis janvier par environ 80 étudiants en lutte pour obtenir le versement de leurs bourses. Un magnifique dîner à l'italienne nous attendait dans ce très bel immeuble avec un très bel et grand jardin où nous aurions aimé pouvoir dormir à la belle étoile, car il faisait excessivement chaud. Mais les camarades italiens, inquiets de contrôles de police, avaient prévu autrement. Vers minuit, à une soixantaine, nous avons donc gagné le siège de l'USB (*unione sindacale di base* qui nous a parrainés pendant tout notre séjour en Italie) distant de deux kilomètres. La journée avait été chargée, comme d'habitude, tout le monde était chargé - de ses bagages, de quelques matelas donnés par les

Suisses - et très très fatigué. Ce court trajet nous a paru interminable. Mais, arrivés au siège de l'USB : deux grandes et vraies salles de bains... de l'eau froide... c'était tout ce dont j'avais besoin par cette chaleur !

Le jour suivant, en fin de matinée, nous voilà au marché de Porta Palazzo. Superbe banderole fabriquée par nos camarades italiens. Aboubakar nous apprend nos premiers mots d'italien : il nous suffira de scander *SUBITO* (tout de suite). *Djembés*, flûte, ronde, « subito » résonnent sur le plus grand marché couvert - débordant en toutes directions dans les rues avoisinantes - d'Europe, où les travailleurs sont des immigrés non déclarés... Et où on trouve de tout : des camarades en profitent pour faire des emplettes. Mais il faut partir car nous sommes attendus pour déjeuner, dans une usine réhabilitée, par le *Gruppo Abele*, association créée en 1965 pour les sans-voix. Puis à 17h manif du jour dans le centre-ville : grande manif à laquelle participent aussi bien le syndicat que d'autres organisations et « inorganisations ». Des musiciens sénégalais de Bologne aussi sont présents, ainsi qu'une *batucada* d'enfer assurée par les étudiants.

Le matin du 27, nous visitons un haut lieu de la résistance piémontaise au fascisme, où huit partisans furent fusillés en 1944. L'un des vieux partisans de l'époque nous raconte avec émotion les liens qu'il a tissés avec les grands-pères de nos camarades africains. Minute de silence, beaucoup d'émotion de part et d'autre. À 18h, assemblée publique sur le droit d'asile en Europe, avec de nombreux intervenants...

Le lendemain, départ pour Bussoleno, gros bourg de la Vallée de Susa en lutte contre le projet TAV (TGV italien) depuis plus de vingt ans. Les militants du mouvement NO TAV sont avec nous. Sur le train envahi par nos 130 gilets jaunes fluos, comme ailleurs en Italie les questions foisonnent et les passagers sont enthousiastes. À Avigliana, à une demie heure de train de Turin, nous voilà partis, vers 13h, sous un soleil de plomb et par une température de 35 degrés, pour une marche de 28 kilomètres. La caravane s'étire. À nos côtés, très vite, champs de maïs, de riz, prairies alternant avec les bourgs... Enfin Bussoleno ! qui offre aux yeux le spectacle mémorable de ses drapeaux NO TAV flottant à tous les balcons.

Pour la nuit, le plus grand groupe s'installe dans un gymnase de la municipalité, offrant... des douches chaudes ! Tandis que mes camarades africains s'ébrouent là-dessous avec satisfaction, je rêve, moi, à l'émoussillante eau froide turinoise.

Enfin, le jour après, quinze kilomètres en car et nous arrivons au camp NO TAV près du chantier des travaux... Ah ! je ne retrouve plus mes notes... Bon... un déjeuner à base de *polenta* nous attendait, et aussi le chant *Se canto*, l'hymne de l'Occitanie que l'on chante des Pyrénées aux Alpes en passant par le Massif Central, et que les camarades italiens ont entonné en chœur en notre honneur, mais qu'aucun des camarades venus de France ne connaissait !

J'ai vécu quelque chose d'exceptionnel à côté de mes camarades marcheurs. Ils étaient 130, à peu près, ils risquent pour la plupart de rester anonymes. Je souhaiterais que quelque chose d'écrit et d'imprimé reste pour chacun d'eux. Je me souviens de leur rentrée à Paris, place de la République. Ils étaient radieux, rayonnants de bonheur et de la conscience d'avoir accompli un exploit hors du commun. Je ne voudrais pas qu'ils soient vite oubliés et qu'ils entrent dans l'anonymat.

Je conclus par ces paroles fortes de Chateigne : « *De l'air, de l'air - ouvrez les frontières !* »

Notre bulletin ne s'occupe pas du côté officiel de la marche. Une riche documentation et une information détaillée sont disponibles sur le blog marche-europeenne-des-sans-papiers.blogspot.com.

« Des papiers, pas des policiers ! »

J'ai participé à la marche européenne parce que je suis avec la CSP75 depuis le début de l'occupation de la Bourse du travail. J'avais déjà participé à la marche Paris-Nice et à la caravane Bamako-Dakar à l'occasion du forum social mondial de 2011. Il a donc été bien naturel pour moi de participer aussi à cette marche et à son organisation : logistique, courriers, et côté financier géré par l'association DIEL (droits ici et là-bas) dont je suis la trésorière. De plus c'était pour moi, à nouveau, l'occasion de prendre part à quelque chose hors de l'ordinaire, d'autant que je connaissais la plupart des marcheurs, j'étais donc entre amis.

À ce qu'ont déjà dit les marcheurs sur le passage des frontières, je peux ajouter que ça a été assez étonnant la première fois quand nous sommes entrés en Belgique. Cette première frontière, avec tout ce qu'on nous avait dit d'obstacles infranchissables, nous nous attendions au baptême du feu : présence de la police pour nous empêcher de passer, etc. Or ça a été tout le contraire. Nous nous sommes rendus compte que nous avions quitté la France quand sur nos portables se sont affichés des sms nous annonçant les tarifs internationaux... Pourtant, pas de policiers belges en vue !

En Belgique et au-delà, jusqu'à Mannheim en Allemagne, les débuts ont été durs, à cause de la pluie, du froid. C'était inattendu, on était en juin. Comme il ne cessait de pleuvoir, les habits et les chaussures n'arrivaient pas à sécher. Au manque d'habitude à la marche, s'ajoutait, le soir, à l'arrivée, vu notre nombre, l'insuffisance de sanitaires, notamment douches, dans les locaux où nous étions logés.

Je voudrais m'arrêter sur quelques épisodes concernant la police. En Belgique, sur l'autoroute pour nous rendre au Luxembourg, on était quatre dont deux sans-papiers à l'avant de la camionnette où était tout le barda des marcheurs. La police nous a arrêtés : contrôle de papiers. Et nous voilà au poste, car ces policiers belges ne savaient rien de la marche. J'ai appelé Sissoko, son car où il y avait la moitié des marcheurs nous a rejoints pour exiger la libération des deux sans-papiers et pouvoir en transborder un dans le car (il n'y avait que trois places dans la camionnette). Quand le car est arrivé, les policiers nous ont demandé une liste des sans-papiers, après quoi ils ont appelé l'office de l'immigration recevant pour toute réponse : « *Laissez-les partir* ». Ils n'en revenaient pas ; quand enfin nous sommes tous repartis, l'un d'eux a commenté avec un des deux sans-papiers libérés : « *Ah ! vous êtes très forts, vous !* »

Pas d'autres problèmes avec la police, partout où la marche est passée, sauf en France, où la présence policière a été constante. À l'étape de Florange, la gendarmerie nous a obligés à quitter la route nationale faisant faire aux marcheurs fatigués un détour d'une dizaine de kilomètres dans une étape déjà longue. La marche enfin terminée, retour à Paris. À un péage, contrôle de police : trois sans-papiers dans la voiture. Les flics veulent les arrêter, mais les deux cars arrivant, 120 sans-papiers débarquent en criant : « *Des papiers, pas des policiers !* » Dare-dare, ceux-ci nous font signe de repartir.

Je me demande pourquoi cette présence permanente de la police française. Il y avait même des RG qui dormaient en voiture la nuit, pour ne pas cesser de nous surveiller. C'est en France que la CSP75 est connue, que sont bien connus ses procédés pacifiques, et non dans les autres pays, et pourtant... Peut-être cela était dû au contexte électoral : la question de l'immigration était sensible notamment dans l'Est où le FN est bien implanté. Mais sans doute aussi les gouvernements européens ne voulaient pas qu'on entende trop parler de cette marche.

La lutte est internationale

Nous connaissons déjà la marche Paris-Nice, puis nous avons participé à la caravane Bamako-Dakar à l'occasion du forum social mondial de 2011, on y parlait déjà de la possibilité d'une marche européenne. Quand la CSP75 nous en a fait la proposition, nous avons donc adhéré tout de suite. Dès la première réunion, nous avons proposé les trois villes allemandes qui ont été retenues : Mannheim, Heidelberg, Freiburg. Et avons aussi proposé de joindre aux revendications globales européennes nos revendications particulières allemandes : abolition de la loi d'assignation à résidence (les demandeurs d'asile, y compris ceux qu'en France on appelle sans-papiers, ne peuvent pas sortir de leur district) ; fermeture immédiate des *lager* (camps de demandeurs d'asile) et des prisons d'expulsion (les personnes en attente d'être expulsées y sont enfermées) ; présence d'un avocat et d'un traducteur dès le premier contact avec l'administration (sans ce droit, les étrangers ne connaissant ni la langue ni les lois se font le plus souvent abuser).

La marche nous a apporté un véritable élan. La lutte n'est plus seulement nationale, mais internationale, cela renforce nos possibilités. Depuis la marche, beaucoup de demandeurs viennent nous voir, ils ont compris qu'ils ne sont plus seuls. Ils ont pu voir de leurs yeux que nous disions vrai : la marche est venue, les sans-papiers français sont venus, ils étaient nombreux. À Mannheim, il y a même eu quelque chose de très positif : grâce à la marche et à la manifestation organisée devant le camp où il faisait la grève de la faim, un demandeur d'asile iranien a pu enfin obtenir d'être rejoint par sa famille.

Notre collectif rassemble aussi des activistes, et entre nous, à Mannheim, nous ne disons déjà plus Coalition des sans-papiers et migrants, mais Coalition des sans-papiers, migrants et activistes (CISPMA). Nous pensons que cet ajout est important, nous allons le proposer aux autres membres de la coalition.

Les perspectives ? Je pense que la coalition, pour être vivante, doit devenir une coordination internationale permanente, avec des rencontres régulières. Elle doit laisser les membres des différents pays libres de décider leurs actions et en même temps les soutenir et les publiciser, puis aussi proposer chaque année deux ou trois actions communes européennes.

Dans l'immédiat, en Allemagne nous préparons trois actions importantes. À Karlsruhe le 28 septembre. Puis une double marche, à partir de la Bavière et de Francfort, pour rejoindre, en passant par le sud et par le nord, le *Bundestag* (parlement allemand) à Berlin, vers le 10 octobre. Enfin, une action à Baden-Baden le 18 octobre : ce jour-là est annoncée la première grande expulsion massive d'étrangers arrêtés un peu partout en Allemagne, nous voulons l'empêcher. Ce serait bien si les camarades français manifestaient en même temps devant l'ambassade allemande à Paris, au moins pour l'action de Baden-Baden.

NOTE. Depuis cette interview (25 août), Alain a envoyé à Paris un projet de *charte de fonctionnement* (CISPMA) où il est question d'*espaces autogérés*. Cela paraît loin des *représentants*, élus ou non, proposée par la CSP75 (voir p.8).

Une interview avait aussi commencé, sans être achevée, avec Mirj et Marco de *Bleiberecht* (droit de rester). Voici nos quelques notes :

Bleiberecht est présent dans cinq villes suisses. Les collectifs ont pendant longtemps parlé sans rien faire de concret. En septembre 2010, enfin une campagne pour former une liste d'*illegalisiert* : personnes « illégalisées », rendues « illégales » par les lois xénophobes, appartenant aux deux catégories qu'en France on appelle « sans-papiers » et « déboutés du droit d'asile ». 173 noms recueillis pour une régularisation collective. Ils n'ont tout simplement pas le droit d'exister en Suisse, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas le droit d'être là : ils sont enfermés dans les *Notunterkünfte* (hébergements d'urgence), pour y recevoir une aide « d'urgence » à un recours qui est purement théorique...

Phase actuelle de la lutte, Saint-Bernard, syndicats, etc.

Question. Depuis deux ans, le mouvement paraît bien affaibli ; dans une impasse et sans initiatives fortes, si l'on excepte la toute dernière de la marche européenne sur laquelle on va revenir. Depuis la fin de l'occupation de Baudelique, au lieu de rebondir sur la base de l'expérience acquise pendant les deux ans qu'ont duré cette occupation et celle de la Bourse du travail de Paris, dont elle était le prolongement, vous semblez cantonnés dans la gestion au jour le jour des 300 convocations promises par la préfecture et des autres découlant des accords antérieurs (Bourse du travail et, suite à l'expulsion, boulevard du Temple). N'y a-t-il pas là un abandon de fait de la lutte, une renonciation de fait au but général du mouvement inauguré il y a 16 ans à Saint-Bernard : *régularisation de tous les sans-papiers* ?

Qu'il faille repenser les formes d'organisation de la lutte, c'est l'évidence même. Mais, justement, vous ne remettez pas en question ces formes, vous ne cherchez pas à dépasser l'organisation en « collectifs », réductrice de la lutte et qui a largement fait son temps. Comme tant d'autres, vous semblez la faire servir à d'autres fins, ne serait-ce que d'auto-conservation. Cette question n'est pas abstraite, mais très concrète pour la *Voix des sans-papiers*. La CSP75 a été et reste de loin le principal collectif participant à la publication, dont le sous-titre est, ne l'oublions pas : *bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes*. Aucun intérêt, pis encore, un mensonge envers nos lecteurs que d'en continuer la parution sans lutte réelle en cours ni à l'horizon.

Réponse. On ne peut pas dire que nous avons abandonné la lutte. La lutte pour les régularisations continue à se faire avec tous les camarades disponibles. Nos manifestations hebdomadaires du mercredi à partir de République continuent. Mais je comprends ce que tu veux dire. Après Baudelique il y a eu un tassement de la lutte. Les camarades étaient fatigués après plus de deux ans d'occupation ininterrompue, nous avons pris du répit. Nous avons préparé notre participation au forum social mondial de Dakar et à la caravane Bamako-Dakar ; là-dessus, en mai 2011, est intervenue la scission qui a réduit nos forces de moitié [voir la *Voix des sans-papiers* n°5, 23 août 2011]. Il manquait les conditions pour penser à une lutte de plus grande envergure. Mais nous sommes en train de réfléchir à la possibilité d'actions nouvelles.

Q. Tu oublies votre réunionniste aiguë et réservée aux « chefs ». Vous avez épuisé vos forces en réunions après réunions (« ouvertes » ou réservées) pour tenir ensemble un fantomatique « ministère de la régularisation globale de tous les sans-papiers » dont vous êtes pratiquement le seul membre actif. Rappelle-toi la grande manifestation du 10 octobre 2009, une marée noire comme on n'en a jamais vu à Paris, dix mille sans-papiers courant dans les rues parce qu'ils ont cru à votre « ministérielle » régularisation globale et qu'ils ont cru que vous alliez faire (ou étiez à même de pouvoir faire faire) leurs régularisations. La déception vite venue, le mouvement s'est dégonflé illico (ceux ayant trouvé à Baudelique un lieu d'habitation mis à part). Les erreurs, ça se paye, surtout sur le terrain de la lutte : n'y avait-il pas là, dans ces dix mille, les conditions réelles - chair et bras et matérielles cervelles - d'une vaste organisation de la lutte pour la « régularisation globale » ? Mais non ! au lieu de vous dépenser à organiser cette masse apparue en plein jour, vous vous êtes appropriés d'une

phrase ronflante, d'un mot de phraseur pour qui la phrase tient lieu d'idée, et avez ingénieusement continué à faire vos « ministérielles » réunions et discussions avec quelques « collectifs » (en fait, avec leurs survivants de « responsables ») qui ont perdu tout élan de la lutte depuis bien des années, si toutefois ils l'ont jamais eu. N'êtes-vous pas maintenant en train d'en faire accroire d'abord à vous-mêmes, avec votre *Coalition internationale*, mot, lui aussi, bien ronflant ?

R. Ah ! là il faut que je t'explique ! il faut que je fasse un peu d'histoire du mouvement de Saint-Bernard. Qui a été lancé et mis sur pied par des sans-papiers d'Afrique de l'ouest, maliens surtout. C'est pour une raison précise que nous avons d'abord occupé les églises. L'Église a eu ses responsabilités dans la colonisation, elle a été la principale alliée de la France dans le vaste plan d'invasion et de réduction en esclavage et sous exploitation coloniale des peuples africains. Nous avons pensé que l'Église avait trop de péchés à se reprocher de ce passé colonial pour être indifférente à notre revendication de régularisation et nous faire mauvais accueil. Nous avons considéré les églises comme des « lieux amis » et nous avons raison. De nombreux curés se sont comportés avec beaucoup d'humanité et d'une manière admirable, comme, justement, le curé de Saint-Bernard. L'assaut contre les occupants en grève de la faim et contre le bâtiment même de cette église, fut un vrai scandale parce qu'il fut donné par l'État sans avoir été appelé par le curé, en violation d'un lieu de culte et privé.

Mais avec la diffusion du mouvement des occupations, l'attitude de l'Église a commencé à changer. Vers 2003 les curés appelaient la police à peine une demie heure, une heure après l'arrivée des sans-papiers. Cela, avec en plus la loi sur le délit de solidarité de Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur (cette loi a été une menace contre les soutiens français et les a éloignés des actions concrètes, et, quand il n'y a pas de Blancs, les sans-papiers rechignent aux actions), tout cela a mis en crise le mouvement. Alors nous avons commencé à réfléchir à l'occupation d'autres lieux amis pour continuer la lutte et publiciser le mouvement. C'est là que les premières dissensions sérieuses sont apparues au sein de la *Coordination nationale des sans-papiers*, qui a périclité suite à la scission de la *Coordination parisienne des sans-papiers* (CSP75), sa véritable force depuis toujours. « Coordination nationale » qui ne se survit depuis que comme une coquille vide, un nom bon pour être mis au bas d'un tract ou d'un communiqué, au gré d'une ou deux personnes.

Vers 2005 notre réflexion à nous, CSP75, nous a amenés à nous rapprocher davantage des syndicats. Avant, c'étaient des soutiens parmi d'autres, secondaires par rapport aux associations, mais nous avions déjà un lien bien établi avec certains d'entre eux parce qu'ils nous avaient hébergés à la Bourse du travail pour monter les dossiers des sans-papiers après l'occupation de la Basilique de Saint-Denis en 2002. Vers 2005, donc, avec Françoise Riou de l'UD-CGT de Paris, nous avons poussé notre réflexion en deux directions, les accidents de travail et les licenciements : si tu as un accident sur le lieu de travail, si tu es licencié, du point de vue légal peu importe si tu as ou non des papiers, c'est un autre droit, celui du travail, qui s'applique. La plupart des sans-papiers sont des travailleurs, c'est clair : ça nous a donc paru un angle d'attaque nouveau et susceptible de développements positifs.

C'est alors, c'est grâce à nous, qu'a véritablement commencé la réflexion syndicale sur les droits des travailleurs sans-papiers. Cela, tant que quelqu'un (Chauveau et Blanche pour ne pas les nommer) au niveau de la CGT nationale a trouvé bon de s'approprier cette nouvelle phase

du mouvement en la dénaturant, pour en faire, en 2008, une vitrine tous azimuts à usage externe et interne en vue des élections sur la représentativité syndicale et les prud'homales - en la séparant de la revendication de régularisation de tous les sans-papiers, et en en excluant de fait les travailleurs isolés. C'est en réaction à ce dernier point que nous avons décidé l'occupation de la Bourse du travail parisienne : d'une part nous considérons l'UD-CGT parmi nos amis, d'autre part nous nous opposons au volte-face de la CGT, à sa ligne nationale qui excluait la plupart des nos adhérents (travailleurs isolés) du « mouvement des grèves ». [Voir les 13 numéros du Journal de la Bourse du travail occupée, téléchargeables sur notre site.]

Il faut ajouter que les syndicats oublient toujours de dire que c'est encore à la suite de l'occupation de la Bourse du travail qu'ils ont commencé à réfléchir au problème des travailleurs isolés et intérimaires, auparavant bien oubliés à part la louable exception de SUD-Solidaires (à Paris, l'occupation de MAN BTP a été de peu postérieure à celle de la Bourse du travail [voir Journal de la Bourse du travail occupée, n° 3 et 4]).

Aujourd'hui nous sommes dans une nouvelle phase de réflexion, nous pensons à d'autres cibles. Entre-temps, la plupart de nos délégués précédents, régularisés, nous ont quittés, il y a eu un renouvellement important de nos forces, on peut parler d'une génération nouvelle, la plupart sont jeunes, inexpérimentés, n'ayant jamais participé à la lutte. Il fallait les former, les habituer à se souder entre eux, et aussi à ne pas perdre la main nous-mêmes. Pour cela aussi, mais non seulement pour cela, j'ai proposé la marche européenne. Concernant la *Coalition internationale*, CISPM, j'ai confiance qu'elle ne deviendra pas une coquille vide, le fait d'avoir su organiser, et bien organiser, la marche dans leurs pays respectifs, montre assez que les autres membres aussi sont des éléments actifs et capables, non seulement la CSP75. À la réunion du 24 août, j'ai proposé un bureau collégial : il faut surtout éviter dès le début que des chefferies naissent et se forment.

Q. Que vos anciens « délégués » vous aient quittés, ce n'est pas que l'effet de leur régularisation, mais aussi de vos « chefferies » internes (selon ton mot ; « clans », selon le mot de certains sans-papiers sur le boulevard du Temple et à Baudelique) et de votre fonctionnement confinant souvent au caporalisme, du moins chez certains. On en a déjà parlé plus d'une fois, tous les deux, il serait bien d'y revenir dans un article, car cet aspect parcourt la CSP75 et touche directement à l'organisation de la lutte. Aujourd'hui ce n'est pas possible, faute d'espace et de temps. Ta réponse a déjà introduit deux autres points prévus de notre entretien : Saint-Bernard, donc aussi sa manifestation commémorative annuelle, et le but de la marche européenne et de la *Coalition internationale*. Commençons par le premier point.

Je trouve scandaleux qu'un syndicat, la CGT, 16 ans après Saint-Bernard et alors que les syndicats n'avaient jamais figuré parmi les organisateurs, ait appelé la manifestation à une date différente. Auparavant, elle s'était toujours tenue le premier samedi après le 23 août, jour de l'expulsion. Je trouve scandaleux le mot d'ordre qui a retenti tout au long de cette manifestation et qui n'est nullement anodin au jour d'aujourd'hui, après quatre ans de dissensions entre la CSP75 et la CGT au sujet de la régularisation réduite à celle par le travail. Ce mot d'ordre, « *travailleurs sans-papiers - il faut régulariser* », a consacré dans les rues de la capitale la division opérée dans le mouvement né à Saint-Bernard avec le mot d'ordre

« *des papiers pour tous - régularisation de tous les sans-papiers* ». Je trouve scandaleux que non seulement les forces politiques de gauche, mais la presque totalité des collectifs de sans-papiers, jusqu'aux plus farouchement anti-syndicaux depuis toujours, aient participé à cette manif du 1^{er} septembre en ignorant celle du samedi 25 août. [À cette dernière, environ 600 manifestants, le 1^{er} septembre environ 1800.] Comment vois-tu cette manœuvre pour s'approprier la mémoire ainsi dévitalisée de Saint-Bernard de la part d'un syndicat ? Crois-tu que, comme l'ont pensé certains, cela cache un dessein d'éliminer la CSP75 ? Ne penses-tu pas qu'au contraire cela puisse vous profiter, vous faire apparaître comme les seuls héritiers restés de l'esprit et de la signification de Saint-Bernard ?

R. Tout d'abord, soyons clairs. Pour moi, il n'y a pas là-dedans un syndicat, il y a un homme : Chauveau. Pour le reste, je laisse juger les lecteurs, je vais me borner à leur donner quelques éléments supplémentaires. Mais je tranquillise tous nos amis : nous avons la peau dure, les Chauveau passeront, et nous serons toujours là.

Cet homme s'était mis en campagne, ces derniers mois, pour gagner tout le monde à sa manif, en assurant qu'il aurait sous peu un rendez-vous au ministère, sans en préciser la date. Sans besoin de sonner le clairon, nous avons, suite à notre marche européenne, rendez-vous le 11 septembre. [De la délégation feront partie aussi le csp Droits devant et celui de Vitry]. Je le vois encore, fin juillet, il était assis là, à ta place. Il essayait de me convaincre de la nécessité de cette manif du 1^{er} septembre pour « maintenir l'unité du mouvement » : les partis de gauche seraient alors déjà rentrés de vacances. Je lui ai dit que c'était bien : on ferait la manif pour Saint-Bernard le 25, comme toujours, appelée par les collectifs de sans-papiers comme toujours (manifester le même jour, même au sein des pires dissensions, même avec des cortèges ou des parcours différents, cela avait été toujours fait par tout le monde), et puis on ferait sa manif unitaire avec tous les rentrés de vacances, le 1^{er} septembre. Mais c'est sur les mots d'ordre que ça a bloqué. Je lui ai dit que, bien sûr, nous on manifesterait pour la « régularisation de tous les sans-papiers » : pas moyen, il ne l'entendait pas de cette oreille. Un mur, aucun argument n'a pu percer une brèche. Voilà son unité : « unitaire »... mais pas pour tous.

Je précise que la date du 25 avait été décidée par la réunion des collectifs parisiens alors que nous étions à la marche. Ça avait été aussi un de nos arguments pour faire accepter par nos camarades de la CISPM la réunion du 24 à Paris : la réunion, et le jour après descendre tous dans la rue. C'est bien ce que nous avons fait, tandis que ceux qui avaient convoqué, comme par le passé, la manif pour le 25 se sont ravisés. Pourquoi ?

J'ajoute, au sujet de Chauveau, qu'il était déjà venu nous voir depuis février pour faire des actions « unitaires », mais il ne l'a pas vue venir, lui, son unité, quand il s'est agi de la marche européenne ! C'est la même marchandise frelatée qu'il vend à sa base impatiente d'unité vraie et de papiers pour tous. Aujourd'hui on en est au point que la CGT refuse l'inscription aux travailleurs sans-papiers s'ils sont à la CSP75. C'est un vrai scandale, un fait inadmissible, contraire à nos statuts. Je suis à la CGT depuis dix ans et je sais ce que je dis. Le plus grave, c'est cette *profitation* qui crée la pire division permanente alors même que l'on feint de prêcher l'unité.

Déjà à l'occupation de la Bourse du travail nous avions pensé à un syndicat de sans-papiers autonome. Mais ce n'était pas facile à faire. Aujourd'hui, avec la nouvelle loi, même les travailleurs isolés ont le droit d'avoir leurs repré-

sentants syndicaux. Puis nous avons eu sous les yeux, pendant la marche, en Italie, l'exemple de l'Union syndicale de base (USB) avec qui nous avons serré des liens. Si la CGT ne change pas radicalement son attitude, nous serons bien obligés de fonder un syndicat de base en France.

Q. Il nous reste peu d'espace, il faut être télégraphiques. À la réunion du 24 il a été question de créer un bureau de la CISPM. Il y a eu deux propositions, la tienne et celle de Diallo du 11^e collectif. [Mais voir aussi l'interview d'Alain de Mannheim, p. 5.] Tu as parlé de « bureau collégial », Diallo de « commissions ». Veux-tu être plus précis et expliquer la différence, si différence il y a ?

R. J'ai dit « bureau collégial » car l'odj portait « bureau ». Mais c'est « direction collégiale » que je voulais dire. Voici comment je vois les choses. Il y a différents rôles spécifiques à assurer dans l'ensemble que devra être la CISPM : un rôle de communication, un de relations extérieures, de secrétariat, de projets (projets d'actions, d'événements), etc. À mon avis chacun de ces rôles devra être exercé en groupe par des représentants élus par les différents membres nationaux, selon une charte commune à adopter d'un commun accord. Diallo a dit que ceux qui assurent la direction ne « doivent pas être élus », mais être ceux qui sont disponibles pour faire le travail. C'est là notre différence. Les commissions ne doivent pas être mises sur pied pour assurer le travail d'ensemble de la CISPM, mais pour l'exécution de projets décidés par la direction collégiale.

Q. Apparemment, les responsables du 11^e souhaitent faire passer dans la Coalition la ligne de la « discipline militaire » (« délégués » non élus au gouvernail, sans-papiers aux rames) qui a déjà causé bien des dégâts dans la CSP75... Ce n'est peut-être pas sans signification que Diallo ait pris la parole, à la manif du 25, en parlant du ramadan et en appelant plusieurs fois la bénédiction de Dieu. Jusque-là, la CSP75 s'était toujours conduite en mouvement non confessionnel, Diallo aussi était parmi ceux qui évitaient toute référence publique à la religion, ne serait-ce qu'au regard de la multiplicité des croyances au sein des sans-papiers. Bon, de cette nouveauté une autre fois, on en reparlera le cas échéant. L'édito parle du danger d'une pratique de *lobbyisme* si, quittant les fondamentaux de la lutte, vous vous bornez à ce qu'on appelle des actions « symboliques » (si vous prenez l'habitude de « vous mettre en scène », comme tant d'autres). Veux-tu conclure là-dessus ?

R. Je ne crois pas à un tel danger. Le moment n'est pas facile. La division est partout, nos forces sont réduites. Mais nous ne renonçons pas à la lutte. En attendant des moments meilleurs, la marche européenne nous a donné la preuve de ce que nous espérons : un accueil formidable partout où nous sommes passés. Les grands médias nous ont ignorés, c'est vrai, ils sont au service des pouvoirs forts. Mais la presse locale, par exemple, a largement parlé de nous. Il y a dans les provinces, en France, en Europe, un terrain favorable, où il faut apprendre à planter nos arbres, apprendre à les arroser et à les cultiver. Les arbres mettent-ils longtemps à pousser ? Nous apprenons chaque jour le temps, malgré nous, par la manière dont nous sommes traités par les pouvoirs publics. Nous apprenons le temps et la vertu de la patience. Le temps est de notre côté.

Si je fixe mon regard sur l'horizon, je vois poindre en Europe un vaste mouvement d'opinion. C'est ce mouvement d'opinion - cette « révolution pacifique » - qui nous aidera à changer les lois des pays de l'Europe en matière d'immigration.

260 rue des Pyrénées, Paris 20^e La guerre aux pauvres continue

Samedi 8 septembre. Au 260 rue des Pyrénées, à 300 mètres de la mairie d'arrondissement.

Un immeuble de six étages, ancien foyer de la poste utilisé pour hébergements d'urgence, vide depuis 2010.

Occupé le 8 juin dernier par une bonne cinquantaine de personnes mal-logées dont une majorité de sans-papiers, nombreuses les femmes africaines.

À 14h, près de 200 personnes partent en manifestation de solidarité aux habitants du lieu.

Parcours : rues des Pyrénées, de Belleville, boulevards de Belleville, de Ménilmontant, avenue Gambetta jusqu'à la place du même nom, où est déjà prévue une manifestation des *Commerçants solidaires*, à qui un « vide-grenier solidaire gratuit » en faveur des associations caritatives a été refusé par la maire socialiste.

Quant aux habitantes et habitants du 260, ils ont été reçus au ministère du logement entre les deux tours des élections législatives. Depuis, le ministère a rompu tout contact.

L'eau a été obtenue par la lutte, mais pas l'électricité : c'est la mairie qui s'y oppose.

Le 4 août, descente musclée de la police pour tenter de faire constater l'insalubrité du lieu. Mais celui-ci est sain et propre. Les habitants assurent qu'ils ne lâcheront pas.

Le bailleur social de la poste, *Toit et Joie*, fait honneur à son nom en demandant à la justice de priver d'un toit les mal-logées et de faire goûter les joies de la rue à des familles avec enfants : le 13 septembre, 2^e audience du procès en référé pour obtenir leur expulsion.

Les habitants demandent :

- 1) le respect d'un droit fondamental : le raccordement d'urgence à l'électricité ;
- 2) leur maintien au 260 rue des Pyrénées jusqu'au relogement dans la dignité de tout le monde.

Assemblée des mal-logés tous les dimanches à 17h
Informations sur : <http://paris20.noblogs.org>

NOTA. Pendant la manif, un peu après 14h30, une grosse tasse en céramique et des bouteilles ont été lancées du deuxième étage du 355 rue des Pyrénées contre les manifestants. Trois femmes africaines ont été blessées, dont une assez grièvement au front, elle a dû être secourue par les pompiers et conduite à l'hôpital pour être soignée. Les RG, présents en nombre, ont vu. Ce délit, peut-être même tentative de crime raciste, restera-t-il impuni ?

la Voix des sans-papiers est téléchargeable gratuitement aussi sur : mondialisme.org - rubrique vagabondages et d'autres sites (liste dans le numéro 5)